L'ADMINISTRATEUR DE L'ECOLE NATIONALE DES ARTS INDUSTRIELS

Quarante-cinquième année. — N° 186. (EDITION DU MATIN) JEUDI 5 JUILLET 1900.

Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS.— Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements limitrophes : Trois mois, 5 fr. ; Six mois, 9 fr. ; Un an, 18 fr.
Les autres Départements et l'Etranger le port en sus.
Agence particulière à Paris, 26, rue Feydeau

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Nationale, 78
Directeur-Propriétaire : Alfred REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES : A Roubaix, aux bureaux du journal, Grande-Rue, 71. — A Tourcoing, aux bureaux du journal, rue Nationale, 78, et à la librairie Watteeuw, rue Saint-Jacques, 39. — A Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 8. — A Bruxelles, à l'Office de Publicité, 46, rue de la Madeleine. — A Mouscron, chez M. Henri Lesoen, rue de la Station. — En vente à Paris aux Bibliothèques de la gare de l'Est, de la gare du Nord et de la gare St-Lazare.

Ce numéro comprenant SIX PAGES ne doit être vendu que 5 centimes

HUMILIANTE COMPARAISON

Paris 3 juillet.

On a reparlé, aujourd'hui, à la Chambre, des évènements de Chine. Et vraiment il faut le regretter parce que si les fantoches qui nous représentent et nous gouvernent s'étaient tus, nous n'aurions pas à faire l'humiliante comparaison qui s'impose entre leur langage et celui de l'empereur d'Allemagne.

Tandis qu'à Paris, M. Sembat, l'un des plus bruyants coryphées du parti blanquiste, ne voit dans les massacres de Pékin qu'une occasion propice pour injurier les missionnaires catholiques et dauber sur les capitalistes français ; tandis que le suffisant Doumergue, une des lumières du parti radical, juge plaisant d'opposer au nationalisme français, le nationalisme chinois ; tandis que M. Delcassé, craignant de mécontenter l'extrême-gauche, néglige de défendre les missionnaires, oubliant que la France exerce depuis des siècles, le protectorat des catholiques en Extrême-Orient; tandis que notre ministre des affaires étrangères suant la peur devant l'Angleterre, rabaisse le rôle de la France à une misérable action de solidarité humaine, à Berlin, l'empereur passe en revue les troupes en partance pour la Chine, les harangue avec une mâle fierté, parle en souverain d'une grande nation, conscient de ses devoirs, de ses droits et de sa force.

A Paris, M. Sembat fait aux missionnaires l'injure odieuse de les comparer, eux qui sacrifient joyeusement leur vie à leur foi, aux anarchistes, chevaliers de la bombe et du poignard, qui, leurs lâches attentats commis, n'ont qu'un désir : échapper au châtiment.

A Berlin, Guillaume dit à ses soldats, qu'ils vont combattre pour la civilisation et ajoute : « Nous pensons encore à quelque chose de plus élevé, à notre religion et à la protection de nos frères qui sont là-bas et qui ont mis leur vie en danger pour leur Sauveur. »

A Paris, notre ministre des affaires étrangères esquisse quelques timides protestations contre les atrocités chinoises et n'a pas, à la tribune du Parlement, un mot pour saluer l'héroïque chancelier français Sabouraud tombé à Tientsin, victime du devoir.

A Berlin, l'empereur, après avoir rappelé le massacre de son éminent représentant, ajoute : « Je n'aurai pas de repos tant que les drapeaux allemands ne flotteront pas victorieux au-dessus des drapeaux chinois et ne seront pas plantés sur les murs de Pékin pour dicter la paix aux Chinois. »

Mais j'arrête là ces comparaisons. Elles sont vraiment trop humiliantes pour notre amour-propre national. Je veux me borner à cette simple remarque : M. Delcassé déclarait, hier, qu'avec ces 8.000 hommes de troupes, la France ferait en Chine assez bonne figure. Et aujourd'hui, il n'a parlé d'aucun envoi nouveau de troupes.

Pendant ce temps, l'Allemagne mobilise une division.

Dans ces conditions, comment, lorsque la paix sera rétablie à Pékin et que le moment sera venu de régler le sort de la Chine, comment la France pourra-t-elle réclamer le maintien de son antique privilège de protéger les catholiques en Orient.

Les puissances ne seront-elles pas en droit de lui répondre qu'elle a failli à sa mission et que l'Europe serait bien, dès lors, imprudente de la lui renouveler.

H. SARRAZANAS.

Informations

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 3 juillet. — Les ministres se sont réunis, ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Loubet.

M. Delcassé a mis ses collègues au courant de la situation en Chine puis le ministre de l'agriculture a été autorisé à déposer un projet de loi concernant les incendies dans les départements des Landes, de la Gironde et du Lot-et-Garonne.

LA DÉPOPULATION

Paris, 3 juillet. — M. Piot, sénateur de la Côte-d'Or, et son collègue, M. Bernard, ont déposé aujourd'hui au Sénat un projet de résolution pour lequel ils ont recueilli un grand nombre de signatures de sénateurs, appartenant à tous les partis.

Par ce projet, les signataires demandent que le gouvernement institue immédiatement une commission extra-parlementaire, destinée à rechercher les causes de la dépopulation en France et les moyens d'y remédier.

M. Piot n'a pas cru, en effet, pouvoir déposer, avant les vacances parlementaires, la proposition de loi qu'il a préparée. Il estime que la séparation des Chambres est trop prochaine pour permettre de s'en occuper utilement.

Mais il compte en saisir le Parlement pour la rentrée, quelle que soit la suite qui doive être donnée au projet de résolution sur lequel le Sénat statuera avant la clôture de la session.

LE GÉNÉRAL NEGRIER

Paris, 3 juillet. — On lit dans la « Liberté » : « On prétendait que la réintégration du général de Négrier était absolument décidée et qu'elle serait officielle dans quelques jours.

» Le retour du général de Négrier au conseil supérieur de la guerre devait avoir un retentissement considérable et le ministre espérait faire passer ainsi la réintégration du lieutenant-colonel Picquart sans froisser trop vivement l'opinion publique.

« Mais prévenu que sa réintégration coïnciderait — à quelques jours près — avec l'arrêt du conseil d'Etat cassant le jugement rendu par le conseil de guerre contre le lieutenant-colonel Picquart, le général de Négrier déclara qu'il lui paraissait trop délicat d'accepter une réintégration qu'on pouvait sinon traiter, au moins soupçonner de « marchandage ».

La question en est là.

MORT DE Mme JULES GUESDE

Paris, 3 juillet. — On annonce la mort de Mme Jules Guesde, femme de l'ancien député du Nord, décédée ce matin, après une courte maladie.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL D'AGRICULTURE

Paris, 3 juillet. — Le congrès international d'agriculture a tenu ce matin, sa seconde séance plénière sous la présidence de M. Méline, assisté de M. Daranyi, ministre de l'agriculture de Hongrie.

Le congrès s'est occupé tout particulièrement de la protection des oiseaux utiles à l'agriculture.

MM. Fischer, Méline et de Luppi ont pris part à la discussion.

On y a traité également de la constitution d'une commission centrale de pathologie végétale.

MM. Méline, Deherain et Gain ont discuté un rapport tendant à demander la création d'un matériel spécial nécessaire pour les études agricoles.

Les conclusions du rapport ont été adoptées. Demain le congrès s'occupera de la question de la vente du blé.

L'EX-BRIGADIER TONNELIER SERAIT PROCHAINEMENT FUSILLÉ A NANCY

Nancy, 3 juillet. — Depuis quelques jours, lit-on dans les journaux de Nancy, le bruit court avec persistance que Tonnelier, l'ex-brigadier-fourrier d'artillerie, condamné à mort pour avoir assassiné le jardinier Pinglé, va être fusillé.

Des sous-officiers et des caporaux auraient été désignés dans chaque corps de la garnison en vue de cette exécution, et Me de Niceville, le défenseur du condamné, aurait été prévenu que le président de la République le recevrait mercredi, à quatre heures et demie, à l'Elysée.

Il est donc évident que le dénouement est proche.

VIENDRA-T-IL

Sous ce titre, la « République » publie ce qui suit :

« L'empereur de Russie viendra-t-il à l'Exposition ? C'est la grande question du jour, le gros point d'interrogation.

» Les journaux belges disent oui ; les journaux allemands ripostent non ; et les uns et les autres nous donnent, de l'emploi du temps de Sa Majesté jusqu'en automne, un programme très détaillé.

» Nous restons, quant à nous, dans l'expectative, tout en appréhendant que les journaux allemands n'aient raison. Jusqu'à présent, en effet, il ne semble pas qu'on ait été avisé, au quai d'Orsay, de l'éventualité de cette visite.

» C'était cependant, on peut le dire, la plus ardemment attendue. »

LES SOSIES

Il paraît que M. Loubet a son sosie et que cette ressemblance de hasard est, à l'Exposition, la cause des plus réjouissantes méprises.

C'est, d'ailleurs bien porté que d'avoir un sosie, quand on est chef de l'Etat. M. Carnot en avait un, au quartier Latin, qui s'était merveilleusement assimilé son allure automatique et son salut ultra-correct.

Tout le monde a connu le sosie de M. Félix Faure qui, le haut de forme sur l'oreille, la canne à pomme d'or en main, paradait sur l'avenue des Champs-Elysées, distribuant aux promeneurs des coups de chapeau très protocolaires.

Il y a, dit-on, dans les parages de l'Arc de Triomphe, un faux prince Victor, qu'on exhibe dans certaines réunion bonapartistes et que les lumiers de la Préfecture filent consciencieusement.

A toutes ces originalités, Guillaume II joint celle d'avoir, dans sa bonne ville de Berlin, un « alter ego » qui lui ressemble comme un frère. C'est un négociant israélite, du nom d'Adolphe Hirschfeld. S'il se promène dans le Thiergarten, les officiers lui font le salut militaire ; s'il passe devant une caserne, le poste sonne aux champs.

Cette popularité fait le désespoir du bonhomme ; il sait qu'il y a des juges à Berlin et qu'ils n'entendent pas raillerie en matière de lèse-majesté.

CHOSES ET AUTRES

Examen de jeunes filles à Marseille :

— Qu'est-ce qui produit le sucre ?

— La canne à sucre.

— Bien, et la bière ?

— ... C'est la canne bière.

***

Au club

— Que devient donc ce vieux cacochyme de X... ?

— Etonnant, mon cher... Je l'ai rencontré hier, il est plus jeune que jamais...

— Parbleu !... Il retombe en enfance...

L'inauguration de la statue de Washington à PARIS

Un incident

Paris, 3 juillet. — L'inauguration de la statue de Washington, offerte par les Américains à la France, a eu lieu, ce matin, à 10 heures, place d'Iéna, en présence d'une nombreuse assistance. Le général Horace Porter, ambassadeur des Etats-Unis, résidait, ayant à sa droite M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, et à sa gauche, M. le commandant Meaux Saint-Marc, représentant le président de la République.

Le général Horace Porter, prenant le premier la parole, retrace la vie de Washington et termine ainsi : « Cette statue est une offrande à la paix et à la fraternité, ces drapeaux qui flottent si harmonieusement sont le symbole de l'amitié traditionnelle par laquelle nos deux pays se sont unis ». Une triple salve d'applaudissements accueille cette péroraison.

Après un discours du consul général des Etats-Unis M. Bourdy, qui remercie les dames d'Amérique du beau monument qu'elles offrent à la France, M. Delcassé prend à son tour la parole. Le ministre des affaires étrangères dit, notamment, que Washington représente les qualités de patriotisme qui sont nécessaires à la démocratie. Aussitôt de nombreux cris de : « Vive l'armée » ! éclatent ; on crie également : « Il n'était pas dreyfusard, celui-là » !

Le ministre un moment troublé, poursuit : « Le clair génie de Washington refuse d'admettre qu'il y ait mésintelligence durable entre le pouvoir civil et l'armée à la quelle est remise la garde de la frontière. Il défend l'armée au Parlement, et dans l'armée, la discipline parce que si l'armée est indispensable à la Nation, la discipline n'est pas moins nécessaire à l'armée, et qu'il y a autant de gloire et de fierté à obéir qu'à commander ». Les mêmes cris se font entendre.

M. Delcassé continue : « La Nation américaine l'a récompensé par des témoignages nombreux d'affection et d'honneur. »

« Ce n'est pas comme Marchand ! » crie quelqu'un. (Applaudissements de la foule)

Le ministre visiblement affecté, conclut : « Aujourd'hui, les deux peuples, plus unis que jamais, et plus convaincus que jamais qu'ils ne sauraient cesser de l'être que par une méconnaissance inadmissible, célèbrent de même cœur sa mémoire, à la fois comme un enseignement et comme un gage d'avenir ».

Après un discours de M. le colonel Chaille-Long, représentant le comité, la cérémonie a pris fin.

TROUBLES EN GRÈCE

L'INSURRECTION A SPARTE

L'appel du commandant Phikioris. — Combats entre les insurgés et les troupes

Berlin, 3 juillet. — La « Gazette de Francfort », publie des informations de Grèce qui présentent la situation comme très grave à Sparte.

Il s'agit d'une révolte du commandant Phikioris. Cet officier, qui a bravement combattu dans la dernière guerre gréco-turque, affecté de la triste situation dans laquelle se trouve la Grèce, a publié un appel au « peuple affamé » dans lequel il dit que les autorités travaillent à la ruine du pays et qu'il est du devoir de tout citoyen de prendre les armes pour le salut de la patrie livrée aux étrangers.

Cet appel a rencontré un écho auprès de la population, dont une partie s'est armée de fusils. Le commandant voulut commencer par fusiller les commandants civil et militaire, ainsi que le procureur de la ville. Les deux premiers furent blessés, tandis que le dernier réussit à s'enfuir.

Après ces incidents, la troupe du commandant Phikioris, considérablement renforcée, quitta la ville.

Depuis lors, des combats quotidiens ont lieu entre les insurgés et les troupes royales.

Tout dernièrement, dans une rencontre, le commandant Phikioris tua un lieutenant et trois soldats et blessa un grand nombre d'hommes.

On dit que plusieurs anciens officiers se trouvent dans le camp de Phikioris.

APPLAUDISSEMENTS A NOTRE-DAME

M. Louis Teste écrit au « Patriote » de Bruxelles.

A la messe du « Souvenir français » célébrée à Notre-Dame pour le repos de l'âme des soldats et des marins tués à l'ennemi, Mgr Touchet, évêque d'Orléans, a prononcé un discours que l'assistance, debout et battant des mains, a applaudi avec enthousiasme. C'est là une nouveauté dans nos églises de France.

Mgr Touchet a succédé, sur le siège d'Orléans, à Mgr Dupanloup, dont l'héritage est toujours lourd à porter. C'est un de nos plus jeunes évêques et il fait belle figure en chaire, sauf qu'il a un balancement de la tête, qui nous donne le mal de mer lorsqu'on le fixe trop longtemps. L'organe est plein et clair.

La parole est brève, vive et chaude. Mgr Touchet est réputé l'un de nos meilleurs orateurs sacrés. Feu le cardinal Bourret, évêque de Rodez, ne permettait pas que, en sa présence, on dît du mal de Michelet, tant parce qu'il le tenait pour un historien de génie que parce qu'il le tenait pour un grand honnête homme. Je m'autorise de ce haut témoignage pour dire que Mgr Touchet a quelque chose de Michelet. Il est saccadé, heurté, incorrect, « cliquetant » comme Michelet. Mais comme Michelet aussi, il a de beaux éclairs qui illuminent une physionomie ou un fait, et son discours galope et reluit dans une fantasia fort pittoresque.

Applaudir un évêque exaltant des Français morts pour la patrie, part d'un sentiment des plus nobles. Mais l'applaudirions-nous s'il nous faisait rougir d'un de nos vices ? Et si nous l'applaudissons, ne faut-il pas craindre que d'autres fassent la contre-partie et le sifflent, car si l'on applaudit au théâtre et dans les assemblées politiques, c'est qu'aussi l'on y siffle ? Or si c'était l'inconvenance même de siffler à l'église, il ne me semble pas qu'y applaudir soit chose convenable et bien prudente. Mais peut-être me trompè-je et me direz-vous que les mœurs changent sans cesse et qu'il faut se plier aux mœurs de son temps, et qu'au surplus, avant l'octroi aux communes de leurs chartes et privilèges, les églises servaient, en même temps qu'au culte, de maison commune, de halle et de salle de spectacle.

Un de vos compatriotes venu pour visiter l'exposition, me faisait l'autre jour, remarquer combien les foules françaises sont calmes, silencieuses, ordonnées et polies. On peut voir, par exemple, jusqu'à cent cinquante mille personnes à la fois au Trocadéro et au Champ de Mars, et vous pouvez parcourir tout cet immense espace en causant à voix basse avec votre compagnon de promenade, sans être bousculé ni interrompu. Ce phénomène-là date de la guerre de 1870, car, avant cette époque, nos foules n'étaient pas ce qu'elles sont aujourd'hui. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait plus de manifestation dans la rue : sous le dernier ministère Brisson, il y en a eu, vous le savez, de formidables, à la Chambre et au Sénat, à l'Académie française et au théâtre, comme en bien d'autres assemblées politiques ou littéraires, l'on applaudit et l'on siffle, ainsi que dans tous les pays. Mais, je vous le répète, depuis la guerre franco-allemande, notre peuple ne crie plus pour le plaisir de crier, son tempérament et son caractère ont beaucoup changé sous des influences multiples qu'il serait trop long de rechercher.

Ce qui est nouveau dans cet ordre de choses, ce sont ces applaudissements qui ont été précédés, il y a quelques années déjà, de sifflets, dans plusieurs églises de Paris, notamment à Notre-Dame de Lorette, à Saint-Joseph, etc. Ce sont également les sifflets et les applaudissements qui se font entendre depuis plusieurs années aussi, dans nos tribunaux, à toutes les causes célèbres. On siffle les juges qui se mettent souvent, d'ailleurs, dans le cas de se faire siffler, et les juges s'y résignent tout comme les acteurs, j'entends les mauvais acteurs. Sifflets et applaudissements sont aujourd'hui admis partout. Est-ce la souveraineté que le suffrage universel confère au peuple français qui pousse ce peuple à manifester, par cet unique moyen de collectivité, son sentiment sur toute chose ?

Louis TESTE

LE SINISTRE DE NEW-YORK

New-York, 3 juillet. — Aujourd'hui, le feu n'était pas encore complètement éteint à bord de la « Saale » et du « Maine », qui ont été amenés à l'échouage sur le rivage de New-Jersey.

On craint que l'on ne sache jamais le nombre exact des victimes, parmi lesquelles il a dû y avoir beaucoup d'étrangers.

Jusqu'à présent, on n'a retrouvé que vingt-deux cadavres, dont celui du capitaine Mirow, de la « Saale », dont les restes calcinés ont été trouvés sur le pont du navire. Il était resté vaillamment à son poste jusqu'au dernier moment.

Un des traits les plus horribles de ce désastre nous est fourni par la conduite absolument inhumaine de quelques-uns des capitaines des remorqueurs qui refusaient de porter secours aux noyés, à moins qu'une récompense ne leur fût promise de leur part. En cas de réponse négative, ils s'éloignaient et laissaient périr les infortunés.

La principale préoccupation de ces pirates de rivière, c'est ainsi qu'on les appelle à présent, était de jeter des cordes à bord des navires en flammes pour pouvoir toucher la prime d'usage.

Je suis heureux d'apprendre que des poursuites vont être exercées contre ces misérables.

Les hôpitaux d'Hoboken, de Jersey-City et de New-York ont donné asile à au moins quatre cents blessés, sans compter les personnes qui, après avoir reçu les premiers soins, ont pu ensuite s'éloigner.

On rapporte naturellement les scènes les plus pathétiques.

C'est ainsi que Hans Kuwespiel, quatrième officier de la « Phœnicia » qui commandait le canot de sauvetage n° 3, en passant du côté tribord de la « Saale » en flammes, fut terrifié par les cris désespérés d'une femme, partant d'un des hublots. Avec une hachette il enleva le cercle en fer qui le garnissait, mais l'ouverture était encore trop petite pour opérer le sauvetage. La malheureuse voyant l'inutilité des efforts de l'officier, le supplia de lui donner la mort. Puis sa tête disparut du hublot et elle retomba dans le brasier.

Les journaux de ce matin signalent tous la nature dangereuse des quais et appontements de cette partie du port, tous construits en bois, et encore en bois des plus légers.

LES AFFAIRES DE CHINE

Les nouvelles de Chine, sans avoir plus de certitude, deviennent de plus en plus graves. Le bruit de la mort du ministre d'Allemagne prend plus de consistance. Trois Français, dont l'agent-voyer de la municipalité de Tien-Tsin, ont été tués dans le bombardement de cette ville.

La position de Wei-Hai-Wei, appartenant aux Anglais, commence à être menacée. Au Chan-Tung, le gouverneur chinois se déclare impuissant à protéger les missionnaires. Partout, dans les provinces avoisinant Pékin, on annonce des massacres de missionnaires, d'ingénieurs.

Les troupes internationales sont-elles entrées dans Pékin ? On le dit. On n'en a pas encore confirmation officielle.

Mais il est certain qu'une anarchie totale règne dans tout l'empire. Les vice-rois du centre et du sud n'obéissent plus aux ordres. On croit que Pékin est partagé entre le prince Touan et le général Yu-Lu, le premier à la tête des insurgés, le second à la tête des troupes fidèles à la dynastie.

La confusion est complète dans les dépêches et sans doute aussi dans le pays.

Quant au rôle de la France, il faut avouer qu'il n'est pas brillant.

Les informations complémentaires qu'on vient de recevoir sur les combats livrés entre Takou et Tien-Tsin confirment l'impression que la France ne fait pas en Chine la figure qu'elle y devrait faire. La faiblesse de nos contingents est véritablement humiliante. A l'assaut des forts de Takou, nous n'étions même pas représentés ; dans la colonne Seymour, nous avions 150 hommes sur 2.000. Sur 14.000 soldats débarqués, on compte, d'après la statistique fournie par l'amirauté britannique, moins de 400 Français contre 6.000 Russes, 4.000 Japonais, 1.900 Anglais, 1.400 Allemands...

Ce n'est plus là le rôle important et glorieux que nous avions à remplir autrefois, celui de « protecteur des intérêts chrétiens ».

Les légations

On mande de Shanghai, 2 juillet, au « Central News », que le Tas-Tai-Tsheng a reçu ce matin un télégramme authentique de Pékin apporté à Pao-Ting-Fou par un courrier qui avait quitté la capitale dans la matinée du 26 juin et télégraphié de Pao-Ting-Fou à Shanghai.

Dans cette dépêche envoyée par le généralissime Yung-Lu, celui-ci déclare que l'impératrice avait voulu protéger les ministres étrangers et les légations, mais que le prince Tuan a usurpé le 20 juin le pouvoir impérial et que depuis ce jour Yung-Lu a été impuissant, les soldats ayant refusé de tenir compte de ses ordres. Yung-Lu déclare que c'est le prince Tuan lui-même qui a donné l'ordre d'attaquer les étrangers à Pékin.

De Shanghai on n'a rien appris de nouveau au sujet de l'assassinat du baron de Ketteler. Le prince Tuan aurait une deuxième fois commandé à tous les vice-rois et autres hautes fonctionnaires dans tout l'empire de chasser les étrangers. Les vice-rois du sud et du centre se sont mis d'accord pour résister au prince.

Renseignements du quai d'Orsay

Dans son exposé à ses collègues au conseil de ce matin le ministre des affaires étrangères a donné connaissance d'un télégramme de notre consul général à Shanghai daté du 2 juillet et arrivé à Paris ce matin.

Notre consul annonce que le prince Touan et Kang-Yi se sont emparés du pouvoir et cernent le palais avec leurs troupes. Ils ont envoyé aux vice-rois un édit leur enjoignant d'ouvrir les hostilités contre les étrangers ; mais les vice-rois du centre et du sud considèrent Touan et Kang-Yi comme des rebelles et refusent de leur obéir.

Une circulaire de M. de Lanessan

Le ministre de la marine a adressé aux vice-amiraux, préfets maritimes, au général commandant en chef les troupes de l'Indo-Chine, au général de brigade commandant les troupes à terre en Chine, une circulaire dont nous extrayons le passage suivant :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai décidé la formation d'une section d'ouvriers et d'une section du génie qui seront constituées à Toulon et tenues prêtes à partir pour l'Extrême-Orient vers le 10 juillet prochain, par le « Vinh-Long ».

» 1. La section d'ouvriers aura la composition suivante : un capitaine, un adjudant, deux maréchaux des logis, deux brigadiers, dont un fourrier, 40 canonniers (20 à bois, 20 à fer).

» Les sous-officiers, brigadiers et canonniers seront prélevés dans les compagnies d'ouvriers, suivant les indications du général commandant la brigade de l'armée à Lorient.

» Le personnel de cette section sera complété à son passage à Saïgon par 43 indigènes (dont un maréchal des logis et deux brigadiers.)

» 2. La section du génie sera constituée de la façon suivante : un capitaine, un adjudant, deux maréchaux de logis (un ouvrier et un sous-chef artificier), deux brigadiers, dont un fourrier ; 37 canonniers (exerçant une profession — maçon, charpentier, etc., — quatre ouvriers à fer, quatre ouvriers à bois) ; trois artificiers, prélevés sur les deux régiments et les compagnies d'ouvriers, suivant les indications du général commandant la brigade de l'arme à Lorient.

» Cette section prendra à son passage à Saïgon un complément de personnel de 43 indigènes (deux maréchaux des logis et deux brigadiers.)

« L'outillage revenant à chacune de ces sections sera expédié à Toulon par les soins du ministre de la guerre de façon à pouvoir être embarqué sur le « Vinh-Long ».

Les renforts français

Brest, 3 juillet. — Le bataillon d'infanterie de marine constitué à Brest pour la Chine, a reçu l'ordre de se tenir prêt à partir pour Toulon le 5 courant.

Ce matin à neuf heures, un service solennel a été célébré à l'église Saint-Louis pour les marins et les soldats partis ou en partance pour la Chine. L'affluence était considérable. On remarquait notamment les amiraux Barrera et Valéry, le commissaire général Deschard et la plupart des notabilités de Brest.

Marseille, 3 juillet. — L'« Aquitaine », de la Société générale des transports maritimes, vient d'être affrétée par le Gouvernement pour transporter des troupes et du matériel de guerre en Chine.

L'« Aquitaine » devra être rendue à Toulon le 7 de ce mois au plus tard.

Biserte, 3 juillet. — Le croiseur « Friant » est passé à deux milles au Nord du cap Blanc, faisant route vers l'Est, à 7 heures 30, et a signalé que tout allait bien à bord.

Vifs engagements

Le « Times » de ce matin publie les dépêches suivantes sur les affaires de Chine :

« Shanghai, 2 juillet. — L'amiral Hildebrand, commandant les forces mixtes, et cinq ingénieurs du chemin de fer allemand viennent d'arriver à Tsing-Tcheou, venant de Kaomi, dans la province de Chan-Tung, après avoir livré de vifs engagements tout le long de la route et tué un grand nombre de Chinois et de Boxers.

« Les mandarins de la province ont expulsé tous les étrangers. »

Attaque du quartier étranger à Tien-Tsin

La dépêche suivante est publiée par les journaux de Londres :

« Shanghaï, 3 juillet. — Suivant les dernières nouvelles, le quartier étranger de Tien-Tsin est soumis à une fusillade incessante et malheureusement les troupes internationales sont trop faibles pour donner l'assaut à l'ennemi.

« Pendant ce temps, un nombre considérable de Chinois venus de Lu-Tai tentent énergiquement de réoccuper le pont conduisant à Takou et se livrent à des attaques continuelles sur le chemin de fer allant de Pékin à Tien-Tsin.

Les sociétés secrètes

Il ne fait plus aucun doute que les Boxers tâchent de rallier à leur cause les autres sociétés secrètes chinoises, notamment la société du « Lys blanc » et celle de la « Grande Epée ».

Des émissaires boxers, sous le déguisement de prêtres boudhistes, accourent de toutes les provinces à Shanghaï, où ils tâchent d'opérer une fusion.

La défense de Hong-Kong

Etant donnée la gravité de la situation, des efforts énergiques sont faits pour munir Hong-Kong de tous les moyens de défense possibles en cas de nécessité.

C'est ainsi que quarte-vingt-dix Allemands se sont volontairement engagés à défendre la ville, et cette offre a été acceptée par le gouvernement qui leur fournira des armes et des munitions et leur donnera toutes les facilités pour qu'ils puissent s'exercer.

Le corps de volontaires sera placé sous le commandement exclusif d'officiers allemands.

Des offres semblables ont d'ailleurs été faites au gouvernement par un grand nombre de résidents français et portugais désireux de participer à la défense éventuelle de la ville.

Dans le Yunnan

M. Hobson, qui est chargé de la gestion des douanes chinoises à Teng-Yueh, annonce que les nouvelles reçues de Yunnan-Fou sont plus rassurantes et que les Européens qui s'y trouvent sont sains et saufs.

Un bateau-hôpital

Le steamer japonais « Kakhusi » appartenant à la Croix-Rouge, est parti hier pour la Chine où il va servir de bateau-hôpital pour les blessés de toutes les nations. Les blessés anglais vont probablement être transportés à l'hôpital maritime de Yokohama.

Les renforts allemands

On télégraphie de Berlin, 3 juillet :

« La première division de la première escadre de la marine impériale, qui va partir pour la Chine, se composera de quatre cuirassés et un croiseur. »

On mande de Wilhelmshaven, ce matin, que le transport « Witekind » est parti pour la Chine avec des contingents de troupes au milieu des démonstrations patriotiques d'une foule considérable. L'empereur, l'impératrice et les princes étaient sur le pont du « Hohenzollern ».

Le discours de Guillaume II

Voici le texte du discours prononcé hier par Guillaume II, en présence de l'impératrice, après avoir passé devant le front des troupes partant pour la Chine :

« La torche de la guerre vient, comme je m'y attendais malheureusement, d'être grandie au milieu de la paix la plus profonde. Mon éminent représentant en Chine a péri victime d'un forfait d'une audace inouïe et d'une cruauté épouvantable. Les ministres des autres puissances sont en danger de mort avec ceux de vos camarades qui ont été envoyés près d'eux pour les protéger. Peut-être ont-ils déjà combattu aujourd'hui leur dernier combat.

» Le drapeau allemand a été insulté, l'empire allemand a été honni ; cela demande une punition et une vengeance exemplaires.

» La situation a pris avec une effrayante rapidité un caractère profondément grave, et depuis que je vous ai appelés sous les armes pour être mobilisés, elle s'est encore aggravée. La tâche que je pouvais espérer remplir avec l'aide de l'infanterie de marine est devenue tellement difficile qu'elle ne pourra être accomplie que par les efforts réunis de corps de troupes de tous les Etats civilisés. Dès aujourd'hui, le commandant de l'escadre de croiseurs m'a prié de prendre une décision concernant l'envoi d'une division.

» Vous aurez combattre un ennemi qui n'est pas moins intrépide que vous. Instruits par des officiers européens, les Chinois ont appris à se servir des armes européennes. Grâce à Dieu, vos camarades de l'infanterie de marine et de la flotte ont confirmé avec gloire le vieux renom militaire des Allemands. Toutes les fois qu'ils se sont rencontrés avec les Chinois, ils se sont défendus victorieusement et ont rempli leur tâche.

» Je vous envoie maintenant là-bas, pour venger le tort qui a été fait, et je n'aurai pas de repos tant que les drapeaux allemands unis à ceux des autres puissances ne flotteront pas victorieux au-dessus des drapeaux chinois et ne seront pas plantés sur les murs de Pékin pour dicter la paix aux Chinois.

» Vous devez agir en bons camarades vis-à-vis de tous les soldats avec lesquels vous vous trouverez là-bas, Russes, Anglais, Français ; ils combattent tous, quels qu'ils soient, pour une seule et même cause, pour la civilisation.

» Nous pensons encore à quelque chose de plus élevé, à notre religion et à la protection de nos frères qui sont là-bas et qui, en partie ont mis leur vie en danger pour leur Sauveur. Pensez aussi à notre honneur militaire. Pensez à ceux qui ont combattu avant vous. Partez en songeant à la vieille devise des soldats du Brandebourg : « Aie confiance en Dieu. Défends-toi bravement. » C'est en cela que consiste tout ton honneur, car celui qui compte hardiment sur Dieu n'est jamais chassé du monde.

« Les drapeaux qui flottent ici au-dessus de vous vont pour la première fois au feu. Rapportez-les purs de toute tâche et de toute souillure. Ma reconnaissance, ma sympathie, mes prières et ma sollicitude ne vous manqueront pas et ne vous abandonneront pas. Je serai par elles avec vous. »

Conférence de Mr de Bülow avec l'empereur

Berlin, 3 juillet. — On attend avec impatience le résultat de la conférence de M. de Bulow avec l'empereur. Le ministre a quitté Berlin avant la confirmation du meurtre de M. de Ketteler pour se rendre à Wilhemshaven. Même les journaux hostiles à la politique coloniale reconnaissent la nécessité d'obtenir une réparation éclatante.

La « Gazette libérale » espère que les puissances se solidariseront avec l'Allemagne pour venger la mort de M. de Ketteler. Plusieurs journaux, entre autres un organe agrarien, préconisent la convocation immédiate du Reichstag afin de voter les